

## **Les céréales dans la guerre russe en Ukraine: L'Europe face à une nouvelle donne des enjeux mondiaux.**

Conférence de Jean-Jacques Hervé

Président de l'Académie d'Agriculture

Le 21 septembre 2022, à l'Institut Protestant de Théologie, Paris 14<sup>ème</sup>

La Russie, ce sont 220 millions d'hectares cultivés, sept fois plus que la France. Et, réchauffement climatique aidant, ce sont 600 millions qui pourraient l'être. La Russie est devenue une grande puissance agricole et peut l'utiliser comme arme. Il n'y a pas si longtemps, la Russie, alors URSS, importait des céréales, en particulier de la France. La donne a complètement changé. Et ceci peut expliquer, en partie, les enchaînements conduisant à la guerre actuelle contre l'Ukraine, autre grand pays agricole.

Il faut revenir à l'histoire. En 1991, Gorbatchev a supprimé la tutelle du parti communiste sur l'économie en même temps qu'il lançait la Glasnost et la Perestroïka. Liberté d'information et de circulation (souvent qualifiée de transparence) d'une part, reconstruction de l'économie d'autre part sur de nouvelles bases incluant le marché.

Les directeurs des grandes entreprises, et parmi celles-ci agroalimentaires, ont été autorisés à ouvrir des comptes en devises et d'opérer sur les marchés. Mais cette ouverture brutale a contribué à la chute de l'économie. Ce fut la fin de Gorbatchev, avant même que ces mesures aient pu être efficaces, perverties qu'elles ont été par la corruption. Eltsine est venu au pouvoir et l'URSS a été déconstruite. Les anciennes républiques ont conquis leur indépendance. L'effondrement de l'économie l'accroissement de la dette, a conduit le gouvernement de Iegor Gaidar à appliquer la thérapie de choc proposée par Jeffrey Sachs et à libéraliser complètement l'économie. La privatisation des entreprises s'est faite à bas coût. La nécessité première devenant de nourrir la Russie, les grandes exploitations agricoles ont pu être appropriées, souvent par d'anciens directeurs, devenus oligarques, lesquels ont modernisé la production agricole à grands pas, surtout autour des productions végétales.

La production pétrolière (puis de gaz) s'accroissant rapidement a permis la réduction de la dette, vers les années 2000, en passant cependant par un dévissage du rouble en 1998, au moment de la crise asiatique. Ce sont les productions primaires qui ont surtout bénéficié de cette « reconstruction » de l'économie.

Les équipementiers de l'Ouest ont apportés les outils qui permettaient, dans ces industries, d'obtenir rapidement une production plus élevée et de mettre sur le marché les produits. Tout en résolvant la question alimentaire pour la population russe, cette modernisation a rendu la Russie exportatrice de céréales. Dépassant l'Ukraine en ce domaine.

L'Ukraine devenue indépendante (1992) a suivi un chemin semblable sur les productions agricoles. Elle était de longue date un pays à tradition agraire, bénéficiant de terres de qualité exceptionnelle, les terres noires. On parlait de cette région, avec quelques autres voisines en Russie, comme étant le grenier à grain de l'Europe, dès le 19<sup>ème</sup> siècle. Les structures agricoles étaient le plus souvent de très grande dimension (Sovkhozes ou Kolkhozes), hérités de la grande réforme agraire stalinienne des années 1930). Cependant la propriété des terres restait le plus souvent aux mains des petits propriétaires, lesquels les ont récupérées lors des privatisations. Il n'était pas possible de les vendre. Ce sont alors souvent les « marchands » qui reprennent les exploitations, rassemblent des terres auprès de petits propriétaires et organisent les productions sur une grande échelle. Au point de constituer de grands agri-holding. Ceux-ci constituent une part très importante (80% de la production végétale (céréales, oléagineux<sup>1</sup>) qui est

---

<sup>1</sup> L'Ukraine a développé des avantages comparatifs nets en culture de tournesol, attirant des entreprises étrangères.

exportée<sup>2</sup>. Les petites structures restantes sont plus dédiées à l'élevage ou au maraîchage. L'Ukraine a un système agricole dual. C'est ainsi que l'Ukraine est devenue l'un des acteurs majeurs sur le marché mondial des céréales et des oléagineux (Tournesol).

En 2004, la révolte de la place Maidan contribue à l'éclatement d'une partie de l'Ukraine, avec l'instauration de zones pro-russes. En 2014, une nouvelle révolte aboutit au départ du président Viktor Ianoukovitch, pro-Russe, qui avait été élu en 2010. Celui-ci a en effet refusé de signer, sous la pression des russes, l'accord de libre-échange avec l'UE, négocié depuis 1997, avec beaucoup de difficultés. Il avait pourtant lui-même participé aux négociations. Cet accord était essentiellement un accord de libre-échange, peu engageant pour l'UE qui ne souhaitait pas de son côté aller plus loin dans une intégration. La Russie, elle-même exportatrice, n'aurait pas gagné dans cet accord. Elle pouvait alors envisager d'élargir son espace productif et commercial. Elle le fera avec l'annexion de la Crimée, mais aussi avec les soulèvements dans l'est russophone de l'Ukraine, Donbass et Louhansk. Viktor Ianoukovitch est parti en Russie. Mais le projet russe de reconquérir tout ou partie de l'Ukraine est en marche. On peut estimer que la faiblesse européenne et certaines faiblesses démocratiques de l'Ukraine (russe exclu comme langue officielle, corruption non endiguée, promesses non tenues..) ont servi de prétexte à cette première invasion en Ukraine. Pourtant l'Europe était prévenue : l'envahissement de la Géorgie, en 2008, avait déjà conduit à l'annexion de territoires (Ossétie et Abkhazie). Le peu de réactions des occidentaux et même de la communauté internationale a pu laisser penser à V. Poutine qu'il pouvait agir selon ses intérêts sans opposition réelle, la non reconnaissance internationale des annexions lui important peu. C'est ce qu'il a fait.

De son côté l'UE, comme les américains d'ailleurs, se concentrait sur les échanges commerciaux et quelques investissements profitables aux industries occidentales. Ainsi, depuis 1997, est lancé le gazoduc Nordstream qui, pour le premier, commence son exploitation en 2007 ; Gerhard Schröder en sera l'un des acteurs principaux, puis le président. Dès lors la dépendance de l'Europe et en particulier de l'Allemagne au gaz russe devient problématique et une arme aux mains des Russes. La faible réaction de l'UE face à l'annexion de la Crimée peut ainsi s'expliquer par ces intérêts communs.

Ceci permet de comprendre également l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. V. Poutine pensait gagner cette guerre rapidement et ne pas connaître d'opposition occidentale. Il n'a pas gagné et se trouve isolé dans cette aventure. Mais il n'abandonne pas ses objectifs. Il en modifie les moyens.

Dès lors, la Russie se concentre sur une diplomatie exportatrice : vendre son gaz, son pétrole, ses céréales, ses engrais. Malgré les sanctions, la Russie continue à exporter, moins certes, mais par d'anciens canaux et en créant de nouveaux, avec la complicité de nombreux pays. Se joue ainsi une guerre d'influence qui se manifeste notamment par le non engagement de nombreux pays et leur inquiétude à se fournir en céréales en énergie, en quantité, mais aussi à des prix accessibles. Une compétition s'installe où nous pouvons perdre des marchés comme de l'influence, notamment en Afrique et au Moyen Orient.

La capacité exportatrice de la Russie en céréales est portée par une capacité de production en hausse et favorisée par le réchauffement climatique. Elle peut exporter par la mer Noire, mais aussi par l'Iran, avec lequel elle développe un projet de canal des cinq mers vers l'océan indien.

Dans un marché non régulé, et dans un climat de compétition, sur fond de guerre, les céréales sont une arme spéculative efficace pour les Russes. D'autant qu'ils peuvent devenir de plus en plus dominants. Nos coûts de production avoisinent les 200€ la tonne, quand les russes peuvent vendre à 100€. Ajouter les pressions sur l'énergie et les engrais rend la position russe très forte tant qu'elle peut exporter. Et sur ces terrains, les sanctions contre la Russie sont peu efficaces, car elles touchent des besoins essentiels dans beaucoup de pays. De plus, la Russie renvoie la responsabilité des pénuries frumentaires aux

---

<sup>2</sup> un débat s'est noué sur la compétitivité des entreprises agricoles. Les grandes entreprises sont plus productives car elles utilisent plus d'intrants que les petites. Les coûts de production ne sont pas très écartés. Par contre, sur les marchés, les grandes entreprises l'emportent aisément.

occidentaux, ce qui est parfois entendu par les demandeurs de céréales. Les risques de famine deviennent un sujet de tensions entre la Russie et les occidentaux, eux-mêmes exportateurs.

Dans l'attente et l'espoir d'une fin de la guerre, il reste néanmoins nécessaire d'aider l'Ukraine à exporter ses céréales et autres produits. Le voie ferroviaire est une solution à envisager sérieusement, car elle évite les dangers de la mer noire<sup>3</sup>, objet de menaces récurrentes. Actuellement, la voie maritime est ouverte, sous la pression des acheteurs des blés russes autant qu'ukrainiens. Mais elle reste menacée.

En conclusion on doit regretter que l'Union Européenne n'ait pas, dans les années 2000, ouvert la voie de coopérations plus approfondies avec l'Ukraine, portées par des investissements autant que par des échanges commerciaux.

On aurait pu, et sans doute le peut-on encore, réfléchir à des accords qui intègrent à terme cette agriculture dont les qualités pourraient être utiles à notre espace européen et souvent complémentaires. En négligeant les dangers, pourtant exprimés directement ou non, par la Russie, nous avons manqués plusieurs occasions d'éviter le conflit. Mais sans doute est-ce aussi avec la Russie que nous avons manqué de penser à des coopérations plus ouvertes à son propre développement, nous satisfaisant d'en faire un pays producteur et exportateur de matières premières, considérant la Russie comme un pays « primaire », alimentant ainsi ce qui est devenu le discours anti-occidental de V. Poutine.

La discussion, riche, a précisé certains points. Notamment sur les potentialités de productions agricoles énormes de la Russie et de L'Ukraine. Il a été, dans une vision positive, dit l'espérance de voir se terminer cette guerre et reconstruire un espace de paix en Europe, incluant, pourquoi pas la Russie

La guerre est toujours un désastre. La paix est difficile, mais nécessaire.

---

<sup>3</sup> Elle a commencé à être utilisée. JJ Hervé avait dans un article au monde (en date du 11 juin 2022) proposé cette voie : « *Il est urgent d'ouvrir des sillons ferroviaires à travers l'Europe pour exporter le blé ukrainien* »